

MAISON DES ADOLESCENTS DE LA GIRONDE

Siège social : 5 rue Duffour Dubergier
33000 BORDEAUX
SIREN : 790 800 130

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31/12/2023

Aux membres de l'association MAISON DES ADOLESCENTS DE LA GIRONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DES ADOLESCENTS DE LA GIRONDE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Annexe sur le tableau de suivi des Fonds Dédiés » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

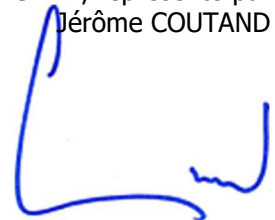
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus

élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 30 mai 2024

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	97 381	13 480	83 902	3 306	80 596	NS
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	109 448	60 472	48 976	42 769	6 207	14. 51
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	2 500		2 500	2 500		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	6 000		6 000		6 000	
	Total I	215 329	73 952	141 377	48 575	92 802	191. 05
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 000		3 000		3 000	
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	61 511		61 511	2 430	59 081	NS
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	314 054		314 054	504 292	190 238-	37. 72-
	Charges constatées d'avance (2)	2 862		2 862	440	2 422	550. 46
	Total II	381 427		381 427	507 162	125 735-	24. 79-
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		596 756	73 952	522 804	555 737	32 933-	5. 93-

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité	238 995		184 273		54 722	29. 70
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	238 995		184 273		54 722	29. 70
FONDS DEDIES	Autres						
	Report à nouveau	4 800-		5 416-		616	11. 37
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	28 061-		28 677-		616	2. 15
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	31 071-		55 338		86 409-	156. 15-
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales</i>						
	Situation nette (sous total)	203 124		234 195		31 071-	13. 27-
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	2 157		16 254		14 097-	86. 73-
	Provisions réglementées	157 095		154 794		2 301	1. 49
	Total I	362 375		405 243		42 867-	10. 58-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	50 000		50 000			
PROVISIONS	Total II	50 000		50 000			
	Provisions pour risques						
PROVISIONS	Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	12 461		12 299		162	1. 32
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	97 506		87 734		9 772	11. 14
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	461		461			
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	110 429		100 494		9 934	9. 89
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	522 804		555 737		32 933-	5. 93-

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Dossier N° MDA33 en Euros.

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
<i>dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale</i>						
Ventes de prestations de service	7	050	225		6 825	NS
Parrainages						
<i>dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	928	944	875	400	53 544	6. 12
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12	321	6	078	6 243	102. 71
Utilisations des fonds dédiés			226	696	226 696-	100. 00-
Autres produits		0		3	3-	96. 06-
Total I	948	315	1 108	402	160 087-	14. 44-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	144	263	148	387	4 124-	2. 78-
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	41	085	33	829	7 256	21. 45
Salaires et traitements	559	812	471	228	88 584	18. 80
Charges sociales	235	561	188	280	47 282	25. 11
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18	328	14	940	3 388	22. 68
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés			50	000	50 000-	100. 00-
Autres charges		9		155	147-	94. 47-
Total II	999	058	906	819	92 238	10. 17
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	50	743-	201	583	252 326-	125. 17-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation	2	321	1	074	1	116. 18
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	2	321	1	074	1	116. 18
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	2	321	1	074	1	116. 18
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	48	422-	202	656	251	123. 89-
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	5	730	34		5	NS
Sur opérations en capital	14	097	3	722	10	278. 78
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	19	827	3	756	16	427. 91
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		170			170	
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2	301	151	074	148	98. 48-
Total VI	2	471	151	074	148	98. 36-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	17	355	147	318-	164	111. 78
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)		5		1	4	400. 00
Total des produits (I+III+V)	970	463	1	113 231	142	12. 82-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1	001 534	1	057 894	56	5. 33-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	31	071-	55	338	86	156. 15-
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée						

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Temporalité des notifications des paiements

Une provision réglementée a été enregistrée en 2022 à hauteur de 150 000 € afin de compenser un décalage dans la perception de subvention accordée à l'ARS, il a été décidé de la laisser dans les comptes 2023 en attente du retour du financeur.

Investissements

L'association a fait l'acquisition le 11/11/2023 d'un droit au bail pour un local situé 7 Rue Duffour Duberger pour y loger son antenne de Bordeaux d'une valeur de 60 000 € (hors frais annexes).

Traitement comptable du droit au bail

Il n'y a pas de compte prévu par le plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux pour l'acquisition d'un droit au bail. En l'absence de numérotation dans le plan comptable spécifique à l'association, le droit au bail a été enregistré dans le compte " 20600000 DROIT AU BAIL " comme le préconise le plan comptable général.

Ce dernier a été enregistré pour un montant de 76 194,52 € qui se décompose comme suit :

- Prix de vente : 60 000 €
- Frais d'achat (notaire) : 1 700 €
- Droits de mutation : 1 110 €
- Commission de l'agence : 8 400 € ;
- Rédaction de l'acte par la SCI CAZAUBON : 3 000 €
- Suivi du dossier par le cabinet d'avocat HARFANG : 1 984,52 €.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Règlement ANC 2014-03 relatif à plan comptable général.

Règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles du PCG et des modalités spécifiques d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04.

L'association arrête ses comptes en respectant les hypothèses retenues par le plan comptable général :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- Principe de prudence,
- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, les intérêts des emprunts spécifiques ayant été exclus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction du plan d'amortissement et conformément aux durées généralement admises.

Le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 a été homologué par arrêté du 26 décembre 2018 et publié au Journal Officiel le 30 décembre 2018.

Ce nouveau règlement abroge le règlement du Comité de la réglementation comptable n°99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et de tous les règlements les modifiant.

A défaut des dispositions spécifiques prévues par ce règlement, les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général s'applique.

Ce règlement s'applique à toutes les personnes morales de droit privé non commerçantes, à but non lucratif. Ce règlement s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 215		84 167
Installations générales agencements aménagements divers	80 014		3 632
Matériel de transport			15 490
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	36 163		1 842
TOTAL	116 177		20 964
Autres participations	2 500		
Prêts, autres immobilisations financières			6 000
TOTAL	2 500		6 000
TOTAL GENERAL	131 892		111 130

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			97 381	97 381
Installations générales agencements aménagements divers		27 694	55 952	55 952
Matériel de transport			15 490	15 490
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		0 -	38 006	38 006
TOTAL		27 693	109 448	109 448
Autres participations			2 500	2 500
Prêts, autres immobilisations financières			6 000	6 000
TOTAL			8 500	8 500
TOTAL GENERAL		27 693	215 329	215 329

Forte diminution du poste instalattions générales agencements aménagement divers du fait du déménagement.

Augmentation du poste Prêts, autres immobilisations financières pour 6 K€ qui correspond au dépôt de garantie lié au nouveau local.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	9 909	3 571		13 480
Installations générales agencements aménagements divers	47 067	7 185	27 694	26 558
Matériel de transport		2 428		2 428
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	26 341	5 145		31 486
TOTAL	73 408	14 757	27 694	60 472
TOTAL GENERAL	83 317	18 328	27 694	73 952

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 571				
Instal.générales agenc.aménag.divers	7 185				
Matériel de transport	2 428				
Matériel de bureau informatique mobilier	5 145				
TOTAL	14 757				
TOTAL GENERAL	18 328				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	184 273		108 929	54 208	238 995
Report à nouveau	5 416 -		228 610	227 994	4 800 -
Excédent ou déficit de l'exercice	55 338		86 409 -		31 071 -
Situation nette	234 195		251 130	282 202	203 124
Subventions d'investissement	16 254		49 418	63 516	2 157
Provisions réglementées	154 794		2 301		157 095
TOTAL I	405 243		302 850	345 717	362 375

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation Subventions ARS 2022	50 000					50 000	50 000
	50 000					50 000	50 000
TOTAL	50 000					50 000	50 000

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	154 794	2 301			157 095
TOTAL	154 794	2 301			157 095
TOTAL GENERAL	154 794	2 301			157 095
Dont dotations et reprises exceptionnelles		2 301			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	6 000	6 000	
Autres créances clients	3 000	3 000	
Personnel et comptes rattachés	1 421	1 421	
Divers état et autres collectivités publiques	9 672	9 672	
Débiteurs divers	50 418	50 418	
Charges constatées d'avance	2 862	2 862	
TOTAL	73 373	73 373	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	12 461	12 461		
Personnel et comptes rattachés	42 022	42 022		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 044	50 044		
Impôts sur les bénéfices	6	6		
Autres impôts taxes et assimilés	5 434	5 434		
Autres dettes	461	461		
TOTAL	110 429	110 429		

Annexe sur le tableau de suivi des Fonds Dédiés :

Lorsqu'une subvention accordée pour financer une ou plusieurs actions n'a pu être utilisée en totalité au cours de l'exercice, les engagements d'emplois et leurs réalisations ultérieures sont traités selon les modalités définies par le règlement n°2018-06. A ce titre, les engagements d'emplois sont inscrits en charges aux comptes 6894 "Engagements à réaliser" et au passif sous la rubrique 19 "fonds dédiés sur subventions". Ils sont rapportés au compte de résultat au rythme de leur réalisation au compte 7894 "report de subventions non utilisées"

Annexe sur le tableau de suivi des Provisions :

157 095 € provisions réglementées :

- 7 095 € provisions réglementées concernant les produits financiers qui correspond à la somme des intérêts bancaires reçus par la MDA depuis la création de l'association
- 150 000 € correspond à la provision réglementée dont la justification a été indiquée en début d'annexe

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	5 8 3 0 8
Total	5 8 3 0 8

Il s'agit du trop payer de taxe sur les salaires 2023. Régularisé début 2024.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 1 5 1
Dettes fiscales et sociales	6 4 1 5 5
Total	6 8 3 0 6

Provision congés payes, FNP, Cotisations sociales de décembre 2023 payées en janvier 2024

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	2 8 6 2
Total	2 8 6 2

Facture architecte pour 2 400 €
Grenke pour 334 €
Adobe pour 30 €
Abonnement Sud Ouest pour 97 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Valorisation des contributions volontaires

BORDEAUX : Mise à disposition des locaux par la commune, versement d'une redevance (incluant les fluides : eau, électricité sans que cela ne soit chiffré dans les comptes car non mesurable) compensé par l'attribution d'une subvention, montant : 12 475,77 € .

ANTENNE MEDOC

PAULLIAC : Convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit avec l'Association RENOVATION.

LESPARRE MEDOC : Convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit avec Communauté de Communes M2doc Cour de Presqu'île.

ANTENNE BASSIN

BIGANOS : Convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit avec la commune.

LA TESTE DE BUCH : Convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit avec la commune.

ANTENNE SUD-GIRONDE

LA REOLE : Mise à disposition des locaux à titre gratuit par la commune sans convention.

LANGON : Convention de mise à disposition des locaux avec l'UDAF avec participation pour l'exercice 2023 à hauteur de 844,80 €.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Les cinq antennes mises à disposition gratuitement ont été constaté en comptabilité dans les comptes de classe 8 et valorisées au même coût que la participation de l'antenne de la Réole (4 224,00 €)

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

En retenant les hypothèses suivantes :

Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires :

- 1% Constant pour la catégorie : Non Cadres
- 1% Constant pour la catégorie : Cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3,2 % (inflation comprise)

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 64 ans pour la catégorie : Non Cadres
- 64 ans pour la catégorie : Cadres

Le taux de rotation retenu est :

- 2% constant pour la catégorie : Non Cadres
- 2 % constant pour la catégorie : Cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

- 48,08% pour la catégorie : Non Cadres
- 53,88% pour la catégorie : Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié

Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2023
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV88/90
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata temporis
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés
- La tarification est établie soit sur la base de cotisations lissées, soit sur la base de versement unique assorti de cotisations lissées dans le temps
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année
- Le fonds collectif est utilisé pour le remboursement des seules indemnités de fin de carrière, les cotisations sont donc exonérées de la taxe sur les conventions d'assurances

En retenant ces hypothèses la valeur de la dette actuarielle des indemnités à verser est de 41 066 euros.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE :

Calcul du résultat budgétaire :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Résultat comptable :	- 31 071,41
Reprise du résultat budgétaire 2021	404,71
Résultat comptable	- 30 666,70
Régularisation congés payés	31 519,01
Résultat budgétaire affectable en 2025	852,31